



# La Commune



## Scènes de misère en France

Publié le mardi 06 janvier 2009



Chronique d'une fin de régime


Du haut de son piédestal, le chef de l'Etat commet ses vœux. " Les difficultés qui nous attendent en 2009 sont grandes " laisse t-il tomber au milieu d'un discours bien léché, dans le genre " tout le monde, il est beau ; tout le monde, il est gentil ". En particulier, les personnels hospitaliers " admirables de dévouement et de compétences ". Mais, tout flatteur ne vit-il pas aux dépens de celui qui l'écoute ? Pendant ce temps-là, la tragédie hospitalière continue, la tragédie sociale continue. Et, la crise financière tient lieu d'alibi à ceux qui l'ont fomentée, pour justifier des " réformes " toujours plus anti sociales.

Reconnaissons à Sarkozy de ne pas promettre, comme ses prédécesseurs, " le bout du tunnel " (ça, c'était le leitmotiv de Giscard, dans les années 70.NDLR). Lui, il nous promettrait plutôt " l'entrée dans le tunnel " avec, à la clé, des sacrifices " partagés par tous ". Traduit en termes plus crus, les vœux de Sarkozy peuvent se résumer ainsi : " Françaises, Français, serrez les dents car vous allez en baver ! ". A tout le moins, ce n'est pas un discours " anticrise " que le chef de l'Etat nous assène. C'est bien plutôt un langage de type " Vive la crise " car, selon Sarkozy : " de cette crise va naître un monde nouveau ". Façon de nous convaincre que cette crise est nécessaire !

" De cette crise va naître un monde nouveau " (Sarkozy)

Mais, laissons là tout lyrisme. La crise, c'est 65000 chômeurs supplémentaires en un mois selon les chiffres officiels. En variations corrigées des données truquées, cela veut dire sans doute 100 000 sans-travail de plus en 30 jours. Plus de 3000 chômeurs de plus par jours ! Donnons sur ce point raison au PS : la récession en France n'avait pas attendu l'explosion de la crise financière qui couvait depuis cinq ans. Baisse des salaires, montée des suppressions d'emplois et des vagues de licenciements, augmentation du nombre de demandeurs d'emplois ; autant de phénomènes qui étaient déjà à l'oeuvre bien avant l'automne noir des places financières. Après quoi, Sarko le démagog nous fait le coup de l'investissement dans la production qui doit prendre le pas sur la spéculation financière et les délocalisations là où la main d'oeuvre est moins chère. Ce vœu pieux ne résiste pas à l'analyse : dans le cadre du capitalisme entré dans sa phase de putréfaction irréversible, demander aux capitalistes de refréner leurs instincts spéculateurs et délocalisateurs, c'est demander au crocodile de prendre rendez-vous chez le maroquinier pour lui vendre lui-même sa peau. Les capitalistes ne peuvent se maintenir à flot qu'au prix de la spéculation et des délocalisations à défaut de pouvoir payer les ouvriers qui travaillent en France au même taux qu'un ouvrier tchèque ou chinois. Le patronat français clame cette " vérité " depuis plus de quinze ans : si l'investissement dans la production nous rapporte la même plus value que l'investissement financier, les patrons investiront dans la production. Mais pour cela, il faut réduire brutalement et par tous les moyens les coûts du travail salarié, en " modérant " les salaires, en " dégraissant " les effectifs, par la flexibilité sans frein du temps de travail. Ce vœu du Medef est également le " mandat " de l'Union Européenne qui est une union des capitalistes et des banquiers contre les travailleurs et les peuples. Cette logique de la réduction toujours plus poussée est aussi une spirale infernale. La chute des salaires en France ne manquerait pas, par effet de retour, de provoquer, une chute plus importante des rémunérations dans les pays où la main d'oeuvre est moins chère, entraînant, par suite, un nouveau repli des capitaux dans les circuits financiers. Il n'y a donc décidément aucune issue à la crise du capitalisme autre que le socialisme.



### Plus de 3000 chômeurs de plus par jour !

Quoi qu'il en soit, les travailleurs comprennent qu'ils ne sont pas responsables de la crise. En conséquence, aucun argument de " réalisme " économique à 1 euro n'est opposable aux revendications vitales : pas une seule suppression d'emploi, pas un seul licenciement, SMIC à 1500 euros nets, 400 euros d'augmentation immédiate de tous les salaires, pensions et allocations, échelle mobile des salaires et minima sociaux, échelle mobile des heures de travail . Aucune espèce de réalisme mondain ne peut s'opposer à un véritable PLAN ANTICRISE prônant :

- la réquisition par l'Etat des entreprises qui licencient
- la nationalisation immédiate sans indemnités ni rachat de toutes les banques.

Certes, de telles mesures ne manqueront pas d'effrayer ces socialistes de salon qui sont en quête d'unité nationale et seront taxées d'utopiques par ces grands réalistes que sont les dirigeants du PCF (flanqués du ridicule PDG," parti de gauche " de Mélenchon), qui, eux, supplient Sarkozy de " changer de politique ". Quel réalisme ! Quelle " perspective politique " !

### " De gauche, bien rangés, tricolores et tranquilles "

Pendant que tous ces grands stratèges, " de gauche, bien rangés, tricolores et tranquilles " comme dirait Bernard Lavilliers  se curent le nez devant la crise, le Credoc  fait le constat suivant : 13,5 % des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 840 euros par mois). 250 euros, c'est le " reste à vivre " de plus de la moitié de ces familles, une fois réglées les dépenses fixes. La vie à crédit les écrase encore, sous la férule des marchands de prêts, véritables épiciers de la misère, qui leur envoient les huissiers à la première incartade. C'est l'angoisse du lendemain qui se lit sur les visages. Les démarches pour tenter d'éviter les coupures de courant, légales même en plein hiver. Mais, à 1,2 fois le smic, vit-on mieux ? Même pas car, à ce stade, disparaissent les APL qui soulageaient le loyer. Pour eux, les dépenses de logement se montent à 35% des revenus lorsqu'ils sont en HLM et à 40 ou 50% lorsqu'ils sont logés dans le privé, le plus souvent dans des taudis insalubres. Pour le personnel hospitalier que Sarko " admire ", ce sont les " erreurs humaines " induites par la pauvreté des moyens, par plus d'un quart de siècle de cure d'austérité, tous gouvernements confondus. Un enfant meurt parce qu'un médicament n'était pas à la bonne place, parce que l'étiquetage sommaire ne permet plus de différencier, sinon à la loupe, les produits et l'infirmière de service est mise en garde à vue sur le champ et maintenue plus de 24 heures en cage puis mise en examen pour " homicide involontaire ". Au redoublement de la crise, répond l'aggravation de l'injustice sociale et de l'arbitraire judiciaire. Le maintien en détention " préventive " de Julien Coupat au mépris de tout respect de la présomption d'innocence et sans aucune présomption sérieuse, sous le chef d'inculpation de " sabotage ferroviaire " en témoigne d'une autre manière, résonant comme une sombre farce !

Les jeunes montrent la voie

Face à la crise, ce sont les lycéens, les jeunes qui, spontanément, montrent la voie. Celle de la grève générale de toute l'éducation nationale à l'appel de tous les syndicats pour rétablir les 11000 postes supprimés, pour rétablir BEP et CAP, pour annuler la réforme Darcos. Celle du "tous ensemble " pour en finir avec Sarkozy et sa politique. C'est à l'opposé de ce que préconise le PS, après avoir lavé son linge sale en public. Ainsi, le sieur Peillon, bras droit de Miss Royal, déclare t-il : " Plutôt que de préparer des débauchages, songer toujours au coup suivant, jouer sur les plus mauvais ressorts des uns et des autres, je crois qu'il y a un objectif d'unité nationale cette année ". L'unité nationale entre la poignée des fauteurs de crise, toujours aux commandes, et leurs innombrables victimes. Mazette, quel réalisme ! Mais, nous dira t-on, au PS, il y a Hamon, " plus à gauche ". Ecoutons-le à son tour, dans le fil des dépêches : " PARIS (AFP) - Le porte-parole du PS Benoît Hamon a approuvé lundi la visite de Nicolas Sarkozy au Proche-Orient car "il faut absolument tout tenter", face à l'intervention, selon lui "disproportionnée", d'Israël dans la bande de Gaza ". Tout comme Mélenchon, Hamon s'aligne sur Sarkozy et dénonce les tirs de roquette du Hamas, cible privilégiée du chef de l'Etat, oubliant à son tour de dire un mot sur le blocus qui affame la population de Gaza, l'empêche de se soigner et la condamne à mourir à petit feu. Question : souhaite t-il une intervention " proportionnée " de l'Etat d'Israël ? Si oui, considère t-il que le blocus est " proportionné " ? Le dira t-il devant les dizaines de milliers de jeunes qui manifestent en France pour le retrait des troupes Israéliennes de la bande de Gaza, l'arrêt des bombardements et du blocus barbares ? En tout cas, il est grand temps que soit créé, maintenant, un nouveau parti anticapitaliste. D'ores et déjà, La Commune en est partie prenante.